



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 74.579/2
du 31 octobre 2023

advies 74.579/2
van 31 oktober 2023

sur

over

un projet d'arrêté royal
'portant modification de
l'arrêté royal du
21 décembre 2013 fixant les
conditions minimales en
matière de sélection, de
recrutement, de formation et
de compétence des
fonctionnaires et membres du
personnel compétents pour
constater les infractions qui
peuvent faire l'objet de
sanctions administratives
communale'

een ontwerp van koninklijk
besluit 'tot wijziging van het
koninklijk besluit van
21 december 2013 tot
vaststelling van de
minimumvoorwaarden inzake
selectie, aanwerving opleiding
en bevoegdheid van de
ambtenaren en personeelsleden
die bevoegd zijn tot
vaststelling van inbreuken die
aanleiding kunnen geven tot de
oplegging van een
gemeentelijke administratieve
sanctie'

Le 2 octobre 2023, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Ministre de l'Intérieur, des Réformes institutionnelles et du Renouveau démocratique à communiquer un avis dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'portant modification de l'arrêté royal du 21 décembre 2013 fixant les conditions minimales en matière de sélection, de recrutement, de formation et de compétence des fonctionnaires et membres du personnel compétents pour constater les infractions qui peuvent faire l'objet de sanctions administratives communales'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 31 octobre 2023. La chambre était composée de Patrick RONVAUX, président de chambre, Pierre-Olivier DE BROUX et Laurence VANCRAVEBECK, conseillers d'État, Christian BEHRENDT, assesseur, et Esther CONTI, greffier assumé.

Le rapport a été rédigé par Anne VAGMAN, premier auditeur chef de section.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise de l'avis a été vérifiée sous le contrôle de Patrick RONVAUX.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 31 octobre 2023.

*

Op 2 oktober 2023 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Binnenlandse Zaken, Institutionele Hervormingen en Democratische Vernieuwing verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 21 december 2013 tot vaststelling van de minimumvoorwaarden inzake selectie, aanwerving opleiding en bevoegdheid van de ambtenaren en personeelsleden die bevoegd zijn tot vaststelling van inbreuken die aanleiding kunnen geven tot de oplegging van een gemeentelijke administratieve sanctie'.

Het ontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 31 oktober 2023. De kamer was samengesteld uit Patrick RONVAUX, kamervoorzitter, Pierre-Olivier DE BROUX en Laurence VANCRAVEBECK, staatsraden, Christian BEHRENDT, assessor, en Esther CONTI, toegevoegd griffier.

Het verslag is opgesteld door Anne VAGMAN, eerste auditeur-afdelingshoofd.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Patrick RONVAUX.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 31 oktober 2023.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

IRRECEVABILITÉ PARTIELLE DE LA DEMANDE D'AVIS

1. L'arrêté en projet se donne pour fondement juridique l'article 21, §§ 1^{er} et 4, de la loi du 24 juin 2013 'relative aux sanctions administratives communales'.

Ledit article 21 dispose comme suit :

« § 1^{er}. Les infractions qui peuvent uniquement faire l'objet de sanctions administratives peuvent également faire l'objet d'un constat par les personnes suivantes :

1^o les agents communaux qui répondent aux conditions minimales fixées par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, en matière de sélection, de recrutement, de formation et de compétence, et désignés à cette fin par le conseil communal. Dans le cas d'une zone de police pluricommunale, ces agents communaux-constatateurs peuvent procéder à des constatations sur le territoire de toutes les communes qui font partie de cette zone de police, et le cas échéant des communes d'une ou de plusieurs autres zones à condition qu'un accord préalable ait été conclu à cette fin entre les communes concernées de la zone de police d'origine de l'agent et, le cas échéant, la commune relevant d'une autre zone de police ;

2^o les fonctionnaires provinciaux ou régionaux, les membres du personnel des coopérations intercommunales et régies communales autonomes qui dans le cadre de leurs compétences sont désignés à cette fin par le conseil communal ;

3^o les agents des sociétés de transport en commun, appartenant à une des catégories déterminées par le Roi, dans le cadre de leurs compétences.

Pour le personnel visé à l'alinéa 1^{er}, 2^o, le conseil communal énumère limitativement dans l'acte de désignation les articles des règlements de police communaux pour lesquels ces personnes ont le pouvoir de constater des infractions.

Le conseil communal ne peut énumérer que les articles qui sont directement en lien avec les compétences du personnel visé à l'alinéa 1^{er}, 2^o qui ressortent de la réglementation qui leur est applicable. L'autorité ou entité concernée donne son accord quant à cette compétence supplémentaire.

Le personnel visé à l'alinéa 1^{er}, 2^o, devra répondre aux conditions minimales de sélection, de recrutement et de formation déterminées par le Roi par arrêté délibéré en Conseil des ministres.

§ 2. Les agents des entreprises de gardiennage, désignés à cette fin par le conseil communal peuvent déclarer les infractions pouvant uniquement être sanctionnées par une sanction administrative, exclusivement auprès de l'agent visé à l'article 20, et ceci uniquement dans le cadre des activités, visées à l'article 1^{er}, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 6^o, de la loi du 10 avril 1990 réglementant la sécurité privée et particulière.

§ 3. En cas de constatations d'infractions pouvant donner lieu à une sanction administrative, dont ils sont les témoins directs et dans le cadre strict des compétences qui leur sont accordées, les personnes visées au § 1^{er}, peuvent demander la présentation d'une pièce d'identité afin de déterminer l'identité exacte du contrevenant. Elles restituent ensuite immédiatement cette pièce d'identité à l'intéressé.

§ 4. Les infractions visées à l'article 3, 3°, ne peuvent être constatées que par les personnes suivantes :

1° les personnes visées à l'article 20 ;

2° les agents communaux visés à l'article 21, § 1^{er}, 1° ;

3° les membres du personnel des régies communales autonomes dont les activités sont limitées à la constatation des infractions dépenalisées en matière de stationnement ainsi qu'aux infractions visées à l'article 3, 3°, et qui sont dans le cadre de leur compétence désignés à cette fin par le conseil communal ;

4° les membres du personnel de l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale, visée à l'article 25 de l'ordonnance du 22 janvier 2009 portant organisation de la politique du stationnement et création de l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale et qui sont dans le cadre de leur compétence désignés à cette fin par le conseil communal.

Les membres du personnel visés à l'alinéa 1^{er}, 4°, doivent répondre aux conditions minimales de sélection, de recrutement et de formation déterminées par le Roi par arrêté délibéré en Conseil des ministres ».

2. La lettre de demande d'avis mentionne à ce propos :

« De ontwerpen van koninklijke besluiten die voor advies worden voorgelegd, worden genomen in uitvoering van de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties (GAS-wet). Met betrekking tot deze wet werd een wetsontwerp tot wijziging van de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties, van de Nieuwe Gemeentewet en van de wet van 15 mei 2007 tot instelling van de functie van gemeenschapswacht, tot instelling van de dienst gemeenschapswachten en tot wijziging van artikel 119bis van de Nieuwe Gemeentewet ingediend in de Kamer (zie DOC 5513490) en de bespreking van dit wetsontwerp in de Commissie Binnenlandse Zaken van de Kamer is voorzien op 04/10/2023. Teneinde de wijzigingen aan de GAS-wet en beide koninklijke besluiten gelijktijdig in voege te laten treden, wordt huidige adviesaanvraag thans reeds bezorgd ».

Le projet de loi dont la lettre de demande d'avis fait état, envisage de modifier l'article 21, §§ 1^{er} et 4, précité de sorte que ces paragraphes seraient désormais rédigés comme suit ¹ :

« § 1^{er}. Les infractions qui peuvent uniquement faire l'objet de sanctions administratives peuvent également faire l'objet d'un constat par les personnes suivantes :

1° les agents communaux qui répondent aux conditions minimales fixées par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, en matière de sélection, de recrutement, de formation et de compétence, et désignés à cette fin par le conseil communal. Dans le cas d'une zone de police pluricommunale, ces agents communaux-constatateurs peuvent procéder à des constatations sur le territoire de toutes les communes qui font partie de cette

¹ Doc. parl., Chambre, 2022-2023, n° 55-3490/001, pp. 62 et 63.

zone de police, et le cas échéant des communes d'une ou de plusieurs autres zones à condition qu'un accord préalable ait été conclu à cette fin entre les communes concernées de la zone de police d'origine de l'agent et, le cas échéant, la commune relevant d'une autre zone de police ;

2° les fonctionnaires provinciaux ou régionaux, les membres du personnel des coopérations intercommunales et régies communales autonomes [qui dans le cadre de leurs compétences sont désignés à cette fin par le conseil communal]². Le conseil communal désigne l'autorité ou l'entité concernée dont les membres du personnel sont compétents pour constater les infractions qui peuvent exclusivement faire l'objet d'une sanction administrative. L'autorité ou l'entité concernée désigne les membres du personnel à qui est confiée une mission de constatation et conserve les noms et les numéros de registre national de ces personnes. L'autorité ou l'entité veille à ce qu'une commune puisse vérifier qu'un membre du personnel de l'autorité/entité dispose bien d'une compétence de constatation sur le territoire de la commune. Chaque année, l'autorité ou l'entité concernée communique au ministre de l'Intérieur le nombre de fonctionnaires ou membres du personnel auxquels une compétence de constatation a été confiée ;

3° les agents des sociétés de transport en commun, appartenant à une des catégories déterminées par le Roi, dans le cadre de leurs compétences.

Pour le personnel visé à l'alinéa 1^{er}, 2°, le conseil communal énumère limitativement dans l'acte de désignation les articles des règlements de police communaux pour lesquels ces personnes ont le pouvoir de constater des infractions.

Le conseil communal ne peut énumérer que les articles qui sont directement en lien avec les compétences du personnel visé à l'alinéa 1^{er}, 2° qui ressortent de la réglementation qui leur est applicable. L'autorité ou entité concernée donne son accord quant à cette compétence supplémentaire.

Le personnel visé à l'alinéa 1^{er}, 2°, devra répondre aux conditions minimales de sélection, de recrutement et de formation déterminées par le Roi par arrêté délibéré en Conseil des ministres.

Moyennant l'obtention préalable d'une autorisation du ministre de l'Intérieur, les personnes visées à l'alinéa 1, 1° et 2°, ont dans le cadre de l'exercice de leurs compétences accès au Registre national aux données à caractère personnel suivantes du contrevenant :

- les données d'identification, plus particulièrement les nom, prénoms et la date de naissance de la personne ;
- le lieu de résidence principal ;
- Le numéro de registre national ;
- La date de décès.

Les données à caractère personnel sont conservées pendant une période qui au maximum est égale au délai de conservation des données dans le registre conformément à l'article 44.

[...]

² Entre crochets, membre de phrase supprimé par le projet de loi dont la lettre de demande d'avis fait état.

§ 4. Les infractions visées à l'article 3, 3°, ne peuvent être constatées que par les personnes suivantes :

1° les personnes visées à l'article 20 ;

2° les agents communaux visés à l'article 21, § 1^{er}, 1° ;

3° les membres du personnel des régies communales autonomes dont les activités sont limitées à la constatation des infractions dépenalisées en matière de stationnement ainsi qu'aux infractions visées à l'article 3, 3°, et qui sont dans le cadre de leur compétence désignés à cette fin par le conseil communal ;

4° les membres du personnel de l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale, visée à l'article 25 de l'ordonnance du 22 janvier 2009 portant organisation de la politique du stationnement et création de l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale et qui sont dans le cadre de leur compétence désignés à cette fin par le conseil communal.

Les membres du personnel visés à l'alinéa 1^{er}, 4°, doivent répondre aux conditions minimales de sélection, de recrutement et de formation déterminées par le Roi par arrêté délibéré en Conseil des ministres.

Quand la constatation est effectuée par les personnes visées à l'article 20, les infractions qui sont mentionnées dans l'article 3, 3°, sont constatées dans un procès-verbal qui a force probante jusqu'à preuve du contraire. Cette preuve contraire peut être apportée par toutes voies de droit. Une copie de ce procès-verbal est envoyée aux contrevenants dans un délai de 14 jours à compter de la date de la constatation de l'infraction, en cas de manquement, le procès-verbal en question n'a valeur que de simple information ³ ».

Par ailleurs, le projet de loi dont la lettre de demande d'avis fait état, envisage également de modifier l'article 8 de la loi du 15 mai 2007 'relative à la création de la fonction de gardien de la paix, à la création du service des gardiens de la paix et à la modification de l'article 119bis de la nouvelle loi communale', en ce qui concerne les conditions de diplômes requises pour exercer la fonction de gardien de la paix-constatateur ⁴.

Dans ce contexte, en tant qu'ils visent à exécuter la législation précitée telle qu'elle sera modifiée, les articles 1^{er}, 2°, et 3 du projet sont prématurés et partant, la demande d'avis est irrecevable à leur égard.

FORMALITÉS PRÉALABLES

Le projet d'arrêté est de ceux qui doivent faire l'objet d'une analyse d'impact en vertu de l'article 6, § 1^{er}, de la loi du 15 décembre 2013 'portant des dispositions diverses concernant la simplification administrative'.

³ Alinéa inséré par le projet de loi dont la lettre de demande d'avis fait état.

⁴ Voir l'article 27 du projet de loi (*Doc. parl.*, Chambre, n° 55-3490/001, pp. 71 et 72).

Toutefois, à lire l'alinéa 5 du préambule, le projet d'arrêté est dispensé d'une telle analyse en raison du fait que celui-ci contient des « dispositions d'autorégulation ». Le préambule fait à cet égard référence à l'article 8, § 1^{er}, 4°, de la loi du 15 décembre 2013 précitée, qui dispense d'analyse d'impact les projets de réglementation « relative à l'autorégulation de l'autorité fédérale ».

Ce point de vue ne peut être suivi. En effet, un texte qui, tel l'arrêté en projet, est relatif aux conditions que doivent remplir des agents ou des fonctionnaires d'autres administrations ou services que ceux de l'autorité fédérale pour pouvoir exercer des missions déterminées, ne peut être considéré comme étant relatif à « l'autorégulation de l'autorité fédérale ».

Il conviendra donc de soumettre le projet d'arrêté à l'analyse d'impact requise par la loi du 15 décembre 2013 ⁵.

EXAMEN DU PROJET

PRÉAMBULE

L'alinéa 1^{er} sera complété par la mention des modifications en vigueur, subies par l'article 21, §§ 1^{er} et 4 de la loi du 24 juin 2013 'relative aux sanctions administratives communales'.

DISPOSITIF

Article 1^{er}

Au 1°, dans la modification en projet, il y a lieu d'écrire « et des condamnations visées à l'article 420, alinéa 2, » plutôt que « et des condamnations pour infraction à l'article 420, alinéa 2 ».

Article 4

Sauf s'il existe des raisons particulières de déroger aux règles normales d'entrée en vigueur des arrêtés (le dixième jour suivant le jour de publication au *Moniteur belge*), il convient de renoncer à une entrée en vigueur le jour de la publication de l'arrêté, afin de permettre à chacun de prendre connaissance des nouvelles dispositions avant leur application.

*

⁵ En ce sens, voir l'avis 56.233/2 donné le 26 mai 2014 sur un projet devenu l'arrêté royal du 13 janvier 2016 'portant modification de l'arrêté royal du 21 décembre 2013 fixant les conditions minimales en matière de sélection, de recrutement, de formation et de compétence des fonctionnaires et membres du personnel compétents pour constater les infractions qui peuvent faire l'objet de sanctions administratives communales'.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

GEDEELTELIJKE ONONTVANKELIJKHEID VAN DE ADVIESAANVRAAG

1. Als rechtsgrond van het ontworpen besluit wordt artikel 21, §§ 1 en 4, van de wet van 24 juni 2013 ‘betreffende de gemeentelijke administratieve sancties’ opgegeven.

Dat artikel 21 bepaalt het volgende:

“§ 1. De inbreuken die uitsluitend het voorwerp kunnen uitmaken van administratieve sancties kunnen eveneens worden vastgesteld door de volgende personen:

1° de gemeenteambtenaren die voldoen aan de door de Koning vastgelegde minimumvoorwaarden, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad inzake de selectie, aanwerving, opleiding en bevoegdheid, en die daartoe door de gemeenteraad worden aangewezen. In geval van een meergemeentepolitiezone, kunnen deze gemeenteambtenaren-vaststellers vaststellingen verrichten op het grondgebied van alle gemeenten die deel uitmaken van deze politiezone, en desgevallend, van de gemeenten van een of meer andere zones, op voorwaarde dat er een voorafgaande overeenkomst daartoe werd gesloten tussen de betrokken gemeenten van de politiezone van oorsprong van de ambtenaar en, in voorkomend geval, de gemeente die tot een andere politiezone behoort;

2° de provinciale of gewestelijke ambtenaren, de personeelsleden van de intergemeentelijke samenwerkingsverbanden en autonome gemeentebedrijven die hiertoe binnen het raam van hun bevoegdheden door de gemeenteraad worden aangewezen.

3° de personeelsleden van de openbare vervoersmaatschappijen die behoren tot één van de door de Koning bepaalde categorieën, binnen het raam van hun bevoegdheden.

Voor de in het eerste lid, 2°, bedoelde personeelsleden, somt de gemeenteraad in het aanstellingsbesluit limitatief op de artikelen uit de gemeentelijke politiereglementen waarvoor deze personen de bevoegdheid hebben om inbreuken vast te stellen.

De gemeenteraad kan alleen die artikelen opsommen die in rechtstreeks verband staan met de bevoegdheden van de in het eerste lid, 2°, bedoelde personeelsleden die voortvloeien uit de regelgeving die op hen van toepassing is. De betrokken overheid of entiteit gaat akkoord met deze bijkomende bevoegdheid.

De in het eerste lid, 2°, bedoelde personeelsleden moeten voldoen aan de door de Koning, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, vastgelegde minimumvoorwaarden inzake selectie, aanwerving en opleiding.

§ 2. De personeelsleden van de bewakingsondernemingen, die daartoe door de gemeenteraad werden aangewezen, kunnen uitsluitend bij de ambtenaar bedoeld in artikel 20 melding maken van inbreuken die enkel bestraft kunnen worden met een administratieve sanctie, en dit enkel in het kader van de activiteiten, bedoeld in artikel 1, § 1, eerste lid, 6°, van de wet van 10 april 1990 tot regeling van de private en de bijzondere veiligheid.

§ 3. In geval van vaststellingen van inbreuken die kunnen leiden tot een administratieve sanctie, waarvan ze rechtstreeks getuige zijn en binnen het strikte kader van de hun toegekende bevoegdheden, kunnen de personen bedoeld in § 1, de voorlegging vragen van een identiteitsbewijs om de juiste identiteit van de overtreder te bepalen. Zij geven het identiteitsbewijs nadien onmiddellijk terug aan de betrokkene.

§ 4. De in artikel 3, 3°, bedoelde inbreuken kunnen alleen worden vastgesteld door de volgende personen:

1° de in artikel 20 bedoelde personen;

2° de in artikel 21, § 1, 1°, bedoelde gemeenteambtenaren;

3° de personeelsleden van de autonome gemeentebedrijven wier activiteiten beperkt zijn tot het vaststellen van de gedepenaliseerde parkeerovertredingen, alsook tot de in artikel 3, 3°, bedoelde inbreuken, en die in het kader van hun bevoegdheid daartoe door de gemeenteraad zijn aangesteld;

4° de personeelsleden van het Brussels Hoofdstedelijk Parkeeragentschap als bedoeld in artikel 25 van de ordonnantie van 22 januari 2009 houdende de organisatie van het parkeerbeleid en de oprichting van het Brussels Hoofdstedelijk Parkeeragentschap, en die in het kader van hun bevoegdheid daartoe door de gemeenteraad zijn aangesteld.

De in het eerste lid, 4°, bedoelde personeelsleden moeten voldoen aan de door de Koning, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, vastgelegde minimumvoorwaarden inzake selectie, aanwerving en opleiding”.

2. In de brief met de adviesaanvraag staat dienaangaande het volgende te lezen:

“De ontwerpen van koninklijke besluiten die voor advies worden voorgelegd, worden genomen in uitvoering van de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties (GAS-wet). Met betrekking tot deze wet werd een wetsontwerp tot wijziging van de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties, van de Nieuwe Gemeentewet en van de wet van 15 mei 2007 tot instelling van de functie van gemeenschapswacht, tot instelling van de dienst gemeenschapswachten en tot wijziging van artikel 119bis van de Nieuwe Gemeentewet ingediend in de Kamer (zie DOC 5513490) en de bespreking van dit wetsontwerp in de Commissie Binnenlandse Zaken van de Kamer is voorzien op 04/10/2023. Teneinde de wijzigingen aan de GAS-wet en beide koninklijke besluiten gelijktijdig in voege te laten treden, wordt huidige adviesaanvraag thans reeds bezorgd.”

Het wetsontwerp waarvan in de brief met de adviesaanvraag sprake is, strekt ertoe het voornoemde artikel 21, §§ 1 en 4, te wijzigen zodat die paragrafen voortaan als volgt luiden:¹

“§ 1. De inbreuken die uitsluitend het voorwerp kunnen uitmaken van administratieve sancties kunnen eveneens worden vastgesteld door de volgende personen:

1° de gemeenteambtenaren die voldoen aan de door de Koning vastgelegde minimumvoorwaarden, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad inzake de selectie, aanwerving, opleiding en bevoegdheid, en die daartoe door de gemeenteraad worden aangewezen. In geval van een meergemeentepolitiezone, kunnen deze gemeenteambtenaren-vaststellers vaststellingen verrichten op het grondgebied van alle gemeenten die deel uitmaken van deze politiezone, en desgevallend, van de gemeenten van een of meer andere zones, op voorwaarde dat er een voorafgaande overeenkomst daartoe werd gesloten tussen de betrokken gemeenten van de politiezone van oorsprong van de ambtenaar en, in voorkomend geval, de gemeente die tot een andere politiezone behoort;

2° de provinciale of gewestelijke ambtenaren, de personeelsleden van de intergemeentelijke samenwerkingsverbanden en autonome gemeentebedrijven [die hiertoe binnen het raam van hun bevoegdheden door de gemeenteraad worden aangewezen].² De gemeenteraad wijst de betrokken overheid of entiteit aan wiens personeelsleden bevoegd zijn tot vaststelling van de inbreuken die uitsluitend het voorwerp kunnen uitmaken van een administratieve sanctie. De betrokken overheid of entiteit duidt de personeelsleden aan die belast worden met een vaststellingsopdracht en houdt de namen en de rijksregisternummers van deze personen bij. De overheid of entiteit zorgt ervoor dat een gemeente kan nagaan of een personeelslid van de overheid/entiteit wel degelijk beschikt over vaststellingsbevoegdheid op het grondgebied van de gemeente. Jaarlijks deelt de betrokken overheid of entiteit aan de Minister van Binnenlandse Zaken mee hoeveel ambtenaren of personeelsleden belast werden met vaststellingsbevoegdheid.

3° de personeelsleden van de openbare vervoersmaatschappijen die behoren tot één van de door de Koning bepaalde categorieën, binnen het raam van hun bevoegdheden.

Voor de in het eerste lid, 2°, bedoelde personeelsleden, somt de gemeenteraad in het aanstellingsbesluit limitatief op de artikelen uit de gemeentelijke politiereglementen waarvoor deze personen de bevoegdheid hebben om inbreuken vast te stellen.

De gemeenteraad kan alleen die artikelen opsommen die in rechtstreeks verband staan met de bevoegdheden van de in het eerste lid, 2°, bedoelde personeelsleden die voortvloeien uit de regelgeving die op hen van toepassing is. De betrokken overheid of entiteit gaat akkoord met deze bijkomende bevoegdheid.

De in het eerste lid, 2°, bedoelde personeelsleden moeten voldoen aan de door de Koning, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, vastgelegde minimumvoorwaarden inzake selectie, aanwerving en opleiding.

Op voorwaarde dat voorafgaand een machtiging werd verkregen van de Minister van Binnenlandse zaken, hebben de in het eerste lid, 1° en 2° bedoelde personen in het kader van de uitoefening van hun bevoegdheden toegang tot de volgende persoonsgegevens van de overtreder uit het Rijksregister:

– identificatiegegevens, meer bepaald de naam, voornamen en geboortedatum van de persoon;

¹ Parl.St. Kamer 2022-23, nr. 55-3490/001, 62-63.

² In het wetsontwerp waarvan in de brief met de adviesaanvraag sprake is, wordt het zinsdeel tussen vierkante haken geschrapt.

- hoofdverblijfplaats;
- rijksregisternummer;
- datum van overlijden;

De persoonsgegevens worden bewaard gedurende een periode die maximaal gelijk is aan de bewaartermijn van de gegevens in het register overeenkomstig artikel 44.

(...)

§ 4. De in artikel 3, 3°, bedoelde inbreuken kunnen alleen worden vastgesteld door de volgende personen:

1° de in artikel 20 bedoelde personen;

2° de in artikel 21, § 1, 1°, bedoelde gemeentebesturen;

3° de personeelsleden van de autonome gemeentebesturen wier activiteiten beperkt zijn tot het vaststellen van de gedepenaliseerde parkeerovertredingen, alsook tot de in artikel 3, 3°, bedoelde inbreuken, en die in het kader van hun bevoegdheid daartoe door de gemeenteraad zijn aangesteld;

4° de personeelsleden van het Brussels Hoofdstedelijk Parkeeragentschap als bedoeld in artikel 25 van de ordonnantie van 22 januari 2009 houdende de organisatie van het parkeerbeleid en de oprichting van het Brussels Hoofdstedelijk Parkeeragentschap, en die in het kader van hun bevoegdheid daartoe door de gemeenteraad zijn aangesteld.

De in het eerste lid, 4° bedoelde personeelsleden moeten voldoen aan de door de Koning, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, vastgelegde minimumvoorwaarden inzake selectie, aanwerving en opleiding.

Wanneer de vaststelling gebeurt door de in artikel 20 bedoelde personen, worden de in artikel 3, 3° vermelde overtredingen vastgesteld in een proces-verbaal dat bewijskracht heeft zolang het tegendeel niet is bewezen. Dit tegenbewijs kan met alle middelen van recht bewezen worden. Een afschrift van dit proces-verbaal wordt aan de overtrekkers gezonden binnen een termijn van 14 dagen, te rekenen vanaf de datum van vaststelling van het misdrijf, bij gebreke waaraan het betreffende proces-verbaal enkel geldt als louter inlichting.”³

Voorts strekt het wetsontwerp waarvan in de brief met de adviesaanvraag sprake is, ook tot wijziging van artikel 8 van de wet van 15 mei 2007 ‘tot instelling van de functie van gemeenschapswacht, tot instelling van de dienst gemeenschapswachten en tot wijziging van het artikel 119bis van de nieuwe gemeentewet’, wat betreft de diplomavereisten voor het vervullen van de functie van gemeenschapswacht-vaststeller.⁴

De artikelen 1, 2°, en 3 van het ontwerp zijn bijgevolg voorbarig aangezien ze uitvoering willen geven aan de voornoemde wetgeving zoals die nog moet worden gewijzigd. Wat die artikelen betreft, is de adviesaanvraag dan ook onontvankelijk.

³ Lid ingevoegd door het wetsontwerp waarvan in de brief met de adviesaanvraag sprake is.

⁴ Zie artikel 27 van het wetsontwerp (*Parl.St. Kamer*, nr. 55-3490/001, 71-72).

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

Krachtens artikel 6, § 1, van de wet van 15 december 2013 ‘houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging’ moet het ontwerpbesluit worden onderworpen aan een impactanalyse.

Volgens het vijfde lid van de aanhef is het ontwerpbesluit echter vrijgesteld van een dergelijke analyse, aangezien het “bepalingen van autoregulering” bevat. In dat verband verwijst de aanhef naar artikel 8, § 1, 4°, van de voornoemde wet van 15 december 2013, dat ontwerpen van regelgeving “houdende autoregulering van de federale overheid” vrijstelt van een impactanalyse.

Dat standpunt kan niet worden gevolgd. Een tekst die, zoals het ontworpen besluit, betrekking heeft op de voorwaarden die ambtenaren van andere besturen of diensten dan die van de federale overheid moeten vervullen om bepaalde opdrachten te mogen uitoefenen, kan immers niet worden beschouwd als betrekking hebbende op de “autoregulering van de federale overheid”.

Het ontwerpbesluit dient dus te worden onderworpen aan de door de voornoemde wet van 15 december 2013 vereiste impactanalyse.⁵

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

AANHEF

Het eerste lid moet worden aangevuld met de vermelding van de nog geldende wijzigingen die zijn aangebracht in artikel 21, §§ 1 en 4, van de wet van 24 juni 2013 ‘betreffende de gemeentelijke administratieve sancties’.

DISPOSITIEF

Artikel 1

In de bepaling onder 1° dient men in de ontworpen wijziging “veroordelingen bedoeld in artikel 420, tweede lid,” te schrijven in plaats van “veroordelingen wegens inbreuk op artikel 420, tweede lid”.

⁵ Zie in die zin advies 56.233/2 van 26 mei 2014 over een ontwerp dat heeft geleid tot het koninklijk besluit van 13 januari 2016 ‘tot wijziging van het koninklijk besluit van 21 december 2013 tot vaststelling van de minimumvoorwaarden inzake selectie, aanwerving, opleiding en bevoegdheid van de ambtenaren en personeelsleden die bevoegd zijn tot vaststelling van inbreuken die aanleiding kunnen geven tot de oplegging van een gemeentelijke administratieve sanctie’.

Artikel 4

Tenzij er bijzondere redenen voorhanden zijn om af te wijken van de normale regels van inwerkingtreding van besluiten (de tiende dag volgend op de dag waarop het besluit wordt bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*), dient te worden afgezien van een inwerkingtreding op de dag waarop het besluit wordt bekendgemaakt, zodat elkeen in de mogelijkheid is om kennis te nemen van de nieuwe regeling alvorens deze wordt toegepast.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Esther CONTI

Patrick RONVAUX